

Bonjour,

J'espère que vous allez bien.

Charles Lindbergh (Pionnier de l'aviation 1902 – 1974) a dit :

« Plus nous pénétrons dans l'inconnu, plus il nous semble immense et merveilleux ».

Le robot conversationnel doté d'une Intelligence Artificielle (AI ou IA) ChatGPT dans sa version 4 ouvre un champ des possibles exceptionnel dans bon nombre de domaines, mais fait planer aussi un danger par sa puissance qui, selon ses créateurs va continuer d'augmenter et de se perfectionner.

Pour les plus cinéphiles, cela rappelle le 2001, l'odyssée de l'espace où le robot prend le contrôle du vaisseau ou plus récemment Terminator.

La crainte est sérieuse puisque près de 1 000 personnalités, essentiellement du monde la tech, dont Elon Musk ou encore Steve Wozniak (co-fondateur d'Apple) demandent dans une lettre ouverte un moratoire de six mois sur le développement de l'intelligence artificielle.

La tribune pose plusieurs questions pour justifier de stopper les recherches et le développement :

« Devons-nous laisser les machines inonder nos canaux d'information de propagande et de contre-vérité ? »

« Devons-nous développer des esprits non-humains qui pourraient un jour être plus nombreux, plus intelligents que nous, nous rendre obsolète et nous remplacer ? »

La banque américaine Goldman Sachs avait tiré la sonnette d'alarme dans un rapport en précisant que l'IA pourrait remplacer 300 millions d'emplois dans le monde.

Plusieurs risques dans l'utilisation comme les « fake news », avérées suite à différents essais, ou en encore la cybercriminalité sont pointés du doigt.

Ce matin l'Italie vient de bloquer le robot conversationnel ChatGpt sur son territoire. A suivre...

Baisse de l'inflation ???

Bonne nouvelle, selon l'INSEE, l'inflation a baissé en mars et s'établie à 5,6% contre 6,3% en février par contre les prix alimentaires continuent de grimper.

Le cabinet Circana, qui étudie « les tickets de caisse », annonce que les prix ont encore augmenté en mars de l'ordre de 1,8% dans les grandes surfaces et ce malgré le « trimestre anti inflation ».

Pire, l'augmentation des prix atteindrait 15,8% sur 1 an et le phénomène devrait s'amplifier sur les trois prochains mois.

Mais avec les différentes pondérations, l'inflation globale a baissé, bien tiré par la baisse des prix de l'énergie.

Dans le même temps, par l'intermédiaire de son président M. Villeroy de Galhau, la Banque de France abaisse sa prévision d'inflation à 5,4% pour l'année 2023 et attend un pic d'inflation alimentaire « vers la fin du 1^{er} semestre », avant d'ajouter « la priorité est la lutte contre l'inflation ».

France :

Mouvements sociaux : la vision des investisseurs étrangers

Suite à la lecture d'un article de M. Sasportas, il m'a paru important et intéressant de vous en partager quelques lignes qui montrent comment nous sommes perçus par les investisseurs étrangers :

Globalement la France reste attractive et les grands groupes étrangers ne s'inquiètent pas du climat social actuel provoqué par les mouvements sociaux sur la réforme des retraites.

« Pour les allemands, les grèves en France, ça fait partie du folklore ! ».

Le président de la chambre franco-allemande de commerce et d'industrie, Guy Maugis, rappelle que la France « est un pays éruptif, avec des poussées de fièvre tous les six mois... et puis les choses finissent par rentrer dans l'ordre ».

Et d'ajouter « ce serait le retrait de la réforme qui enverrait un très mauvais signal. Là, on se dirait que les réformes ne sont plus possibles dans le pays. »

Selon le président d'Eurogroup Consulting, Gilles Bonnenfant, « si les investisseurs étrangers étaient échaudés par ce type de crises, cela fait longtemps qu'ils auraient pu plier bagage. »

Le fait de vouloir aller au bout de la réforme des retraites, sans majorité à l'Assemblée, et en sachant les risques encourus, est au contraire perçu comme un très bon signal par les investisseurs étrangers et d'ajouter : « cela montre que le président de la République a envie de reformer envers et contre tout, et que les réformes sont toujours possibles dans le pays ».

Même son de cloche pour le président de l'Amcham (Chambre de commerce américaine en France), Bijan Eghal qui a une lecture positive des événements.

Ce qui est intéressant dans ces interviews et cet article, c'est l'approche des investisseurs étrangers qui expliquent que leurs investissements « ne reposent pas sur des images ou des émotions, mais sur du long terme et des fondamentaux » que la chambre de commerce américaine en France juge très solides avec une politique fiscale et des plans d'investissements pro-business et constants depuis 2017 (premier mandat de M. Macron).

Intéressant aussi de constater que l'investissement est réfléchi et à un côté long terme.

Notre pays semble avoir encore quelques atouts car la situation en France préoccupe beaucoup moins les investisseurs étrangers que celle de nos voisins et concurrents en Europe : la récession et la succession de Premiers Ministres au Royaume Uni, la crise de l'énergie et la fragilité de la coalition politique en Allemagne ou encore l'instabilité politique en Italie.

Bijan Eghbal de l'Amcham a résumé l'état d'esprit : « On peut déplorer la situation en France, mais elle est pire ailleurs »

Finalement, c'est plutôt positif, même si l'on est plus proche de l'image du « village gaulois peuplés d'irréductibles » que de l'image d'« Emily In Paris », nous conservons une bonne image aux yeux des investisseurs étrangers.

En revanche, les derniers mouvements sociaux à Paris et les violences ont eu un effet néfaste sur le tourisme et la capitale enregistre une baisse de 20% à 30% des réservations d'hôtels de la part des étrangers.

« Non à l'arrêt complet du moteur thermique en 2035 » :

L'accord sur l'arrêt de la commercialisation des véhicules neufs à moteur thermique a volé en éclats le vote prévu durant la réunion du 7 mars après a été repoussé à une date ultérieure alors que l'Allemagne et la Bulgarie allaient s'abstenir pendant que l'Italie et la Pologne allaient voter contre.

Sans l'Allemagne, la majorité indispensable à la validation de la décision ne pouvait être atteinte. La majorité est de 15 pays minimum représentant 65% de la population de l'UE.

Finalement, fin mars, Berlin remporte son « bras de fer » avec l'UE et sauve une partie de son industrie automobile, en faisant plier la Commission Européenne et ainsi lui faire assouplir sa politique « mortifère » sur l'industrie automobile.

Ainsi, « les véhicules équipés d'un moteur à combustion pourront être immatriculés après 2035 s'ils utilisent des carburants neutres en termes d'émissions de CO2 ».

Voilà qui va dans le sens de M. Carlos Tavares (Stellantis) qui a souvent exprimé son doute sur la capacité de l'industrie automobile européenne à prendre ce virage du tout électrique en si peu de temps, quand la plupart des concurrents chinois ou encore l'américain Tesla ont de l'avance.

Cela n'empêchera probablement pas les véhicules électriques de dominer le marché mais au moins il y aura une alternative au tout électrique qui était, à mon sens, une hérésie. D'autant qu'à l'heure actuelle, une grosse partie de l'électricité est encore produite par des énergies fossiles hormis en Norvège.

A ce titre, le paradoxe Norvégien est assez parlant sur le niveau d'hypocrisie de la transition énergétique à marche forcée basée sur la vertu du tout électrique.

En 2022, côté pile, 81% des véhicules vendus en Norvège sont des véhicules électriques et en fonction des chutes de pluies annuelles, elle peut générer 99% de son électricité puisque la majorité est hydroélectrique.

Côté face, c'est le 6^{ème} pays exportateur de gaz et le 12^{ème} exportateur de pétrole avec des bases essentiellement offshore. La vertu verte a ses limites. « Business as usual ».

A ce jour, selon certains observateurs, Tesla à plusieurs années d'avance dans sa technologie et « l'armée » de constructeur chinois est capable de produire à bas prix, ce qui laisse peu de place aux constructeurs européens pour survivre.

Ce petit ajustement sur les moteurs thermiques va permettre à la filière hydrogène de se développer et les projets de développements sont multiples.

Stellantis lance la production d'utilitaires dans son usine de Hourdain (Nord).

Le fabricant français Hopium s'associe au Crédit Agricole pour la livraison de 10 000 véhicules à hydrogène.

Il y a quelques jours, la Commission Européenne a confirmé que la Banque Européenne de l'Hydrogène sera opérationnelle d'ici la fin d'année 2023. Sa mission sera de soutenir le développement de la filière mais aussi d'orienter les fonds vers les projets de production d'hydrogène « verts ».

Dans le domaine de la production d'hydrogène vert, la France peut s'enorgueillir d'avoir un des leaders mondiaux de la filière depuis 2017 : Lhyfe (société basée à Nantes).

Lhyfe poursuit son développement et vient de prendre une participation de 49% dans la société Flexens spécialiste de l'hydrogène vert en Finlande.

Avec cette expertise supplémentaire, l'entreprise travaille sur des projets de production d'hydrogène vert sur des plateformes Off-Shore, le but étant d'utiliser les éoliennes et désaliniser l'eau de mer pour créer l'électrolyse nécessaire à la production d'hydrogène.

Lhyfe est coté en bourse et pour les détenteurs de comptes titres ou de PEA cela pourrait avoir un sens d'investir quelques euros sur la société.

Sur les marchés :

Taux des banques centrales, inflation, récession, risques géopolitiques... Une question se pose :

Est-ce que les marchés ne seraient pas un peu trop optimistes ?

Avec les chiffres de début d'année et les différents soubresauts des marchés pour différentes raisons, l'on attendait avec impatience les décisions des banques centrales.

Les consensus ont été respectés, on pouvait avoir un doute sur la FED du fait des mouvements sur les banques mais au final, elle remonte de 0,25% et la BCE de 0,5%, ce qui était prévu.

Néanmoins, Jérôme Powell (FED) a laissé entendre que les taux de la FED pourraient monter plus haut que prévu pour juguler l'inflation.

Selon les prévisionnistes de l'OCDE, les taux directeurs des banques centrales devraient culminer à 5,25% (4,75% actuellement) aux États Unis et 4,25% (3,50% actuellement) en zone euro.

95% des entreprises composant le CAC 40 ont publié leurs résultats 2022. Il en ressort, qu'en moyenne, les chiffres d'affaires ont augmenté de près de 20% et les bénéfices ont bondi à 142 milliards €, un record qui aurait été largement battu s'ils avaient poursuivi leurs activités sur le marché russe.

Lanterne rouge du classement Vivendi et Renault. Podium 2022, TotalEnergies 19,2 milliards € de bénéfices suivis de Stellantis (Peugeot) 16,8 milliards € et LVMH avec 14 milliards €.

Et pourtant à part TotalEnergies, les autres valeurs ont eu un parcours baissier durant l'année 2022. Incompréhensible.

Bonne nouvelle pour la place financière de Paris puisque, selon Les Échos, les géants de Wall Street (Goldman Sachs, CitiBank et Morgan Stanley) accélèrent les transferts de traders à Paris et renforcent le rôle européen de Paris dans les activités de contrôle des risques de marchés, alors que la BCE s'apprête à imposer ses exigences post Brexit.

Le spectre "Lehman brothers" :

Silicon Valley Bank (Starts Up), Signature Bank (Cryptos), Silvergate Bank (Cryptos), Crédit Suisse, Deutsch Bank... Le secteur bancaire a été plus que chahuté ces dernières semaines et les souvenirs de 2008 ont ressurgi et fait craindre le pire.

Les différentes banques centrales (EU et Suisse) ont réagi rapidement mais aussi tout le secteur bancaire dans son ensemble, ce qui a permis d'éteindre l'incendie ou tout du moins de le contenir.

Comme tous les établissements financiers, tout repose sur la confiance, il suffit qu'elle soit rompue pour x raisons comme un petite phrase, et à l'heure du numérique les conséquences peuvent être catastrophiques.

La technologie augmente l'effet de masse et les mouvements de fonds possibles dans la minute sur les portables accentuent le phénomène pouvant aller jusqu'à la faillite d'une banque.

Si l'on prend l'exemple de la Silicon Valley Bank, c'est la banque dédiée aux Starts-Up grandes consommatrices de crédits et de cash pour leur développement, la hausse des taux rendant le crédit plus cher, elles récupèrent leur dépôt de cash pour se financer.

L'effet de masse oblige la SVB à vendre plusieurs millions d'obligations souveraines américaines rapidement pour avoir assez de liquidités pour faire face aux retraits.

Jusqu'à pas de problème particulier, la vie classique d'une banque, sauf que les taux ayant fortement monté, du fait de la soudaineté du besoin elle perd près de 20% à 30% de la valeur de son portefeuille ce qui représente plusieurs milliards de \$.

Il n'en faut pas plus pour créer une panique et augmenter mécaniquement le nombre de retraits entraînant la faillite de la 16^{ème} banque américaine.

Afin d'éviter la contagion, les 11 plus grosses banques américaines ont injecté des liquidités, près de 30 milliards \$ de dépôts, dans les établissements en difficultés, tout comme la FED qui a garanti une partie des dépôts.

Pour la BCE, « le système bancaire européen est résilient avec des niveaux solides de liquidités »

Pour la Banque de France, « Il n'y a pas de sujet pour les banques françaises »

Pour Bruno Le Maire, « Pas d'alerte spécifique pour le système bancaire français »

Et puis il y a eu le Crédit Suisse qui, en l'espace d'une journée, a explosé, son titre perdant près de 70% de sa valeur et la panique se propage emmenant tout le système bancaire européen à la baisse avec certains établissements à près de -20% (un vendredi et heureusement).

Le dimanche soir (19/03), la banque UBS annonce le rachat de son concurrent Crédit Suisse et crée un « mastodonte » bancaire et tout le monde est « rassuré » et « la vie reprend son cours ».

Sauf que, comme le souligne un journaliste du journal Le Temps (Suisse), avec le rachat de Crédit Suisse, le bilan de la nouvelle entité UBS représentera 2 fois le PIB de la Suisse !!!

En cas de difficultés, est ce que la BNS (Banque Nationale Suisse) aura la capacité de sauver UBS ?

Une réflexion sur la taille des banques pourrait avoir un sens.

Il y a une réelle crise de confiance dans les établissements bancaires. La Deutsche Bank vient d'en faire les frais et les perquisitions en Allemagne et en France sur des fraudes fiscales organisées à l'échelle industrielles ne va pas arranger les choses.

Il va falloir surveiller ce dont personne ne parle, hormis en off, la hausse des taux violente sur un an a un impact sur les dettes souveraines. Selon les dernières estimations, 57 pays risquent de ne pas être en capacité d'honorer leurs dettes fin 2023.

Selon certains experts, les conséquences de l'inflation et des hausses de taux ne font que commencer.

Mon analyse :

La note était longue mais le mois de mars 2023 a été riche en information et en rebondissement et il m'apparaissait important d'en parler.

Pandémie, mini crise bancaire, tensions sur les chaînes d'approvisionnement, Brexit, guerre en Ukraine, remontée des taux d'intérêt, flambée de l'inflation, récession... Les derniers mois voire les dernières années n'ont pas ménagé les nerfs des investisseurs.

Tout un nombre d'éléments le plus souvent imprévisibles mais pas que, ont balayé les marchés sur les 5 dernières années et n'ont pas été favorable à l'investissement.

L'année 2022 a été en ce sens assez spéciale puisque pour la première fois depuis plus d'une décennie on a une crise obligataire, une crise action, une crise monétaire et une hausse massive des taux d'intérêts sans parler d'une guerre.

Notre crédo d'investissement reste le même, donner du sens à vos investissements en prenant des positions en accord avec certaines valeurs que nous portons.

Les marchés restent très axés sur les armes et les énergies fossiles, il n'a jamais été fait autant de prospection, ainsi que sur la spéculation des matières premières y compris alimentaires.

S'il est très compliqué de donner du sens à un marché qui n'en a pas, les différents labels et futurs projets montrent que les mentalités changent et offrent des perspectives intéressantes.

Dans ce contexte, je reste prudent dans les investissements et utilise le fonds euros mieux rémunéré qu'auparavant en fonds d'attente.

Je reste persuadé que les États Unis repartiront plus vite que l'Europe, dont le marché boursier me semble en surchauffe par rapport à l'état réel de l'économie. Aussi je garde ces positions, tout comme les positions tech et les positions environnementales qui sont le sens de l'histoire.

Si vous êtes en désaccord avec cette approche, n'hésitez pas à m'en informer pour que nous puissions ajuster en fonction de votre demande.

Il est à noter que malgré les baisses, les track record des allocations d'actifs restent très positifs sur 3 ans et 5 ans, ce qui correspond à nos horizons de placements, et les positions restent résilientes et bien orientées.

Mon analyse est forcément subjective et ne reflète que mon point de vue, à ce jour, en fonction des éléments à ma disposition au 31 mars 2023.

J'espère que cette note vous permettra d'affiner votre réflexion, je reste à votre disposition pour tout complément d'information.

En parallèle, si vous étiez en désaccord avec la stratégie mise en place, n'hésitez pas à m'en informer afin de la réajuster et de la personnaliser en fonction de votre demande.

Prenez soin de vous

Germain Soriano
06 64 73 64 75